

# **Pour une meilleure gouvernance des ressources naturelles ... s'il en reste ... après la Transition**

**La Gazette – Courrier des lecteurs – Mamy - 20/08/10**

L'augmentation du pillage, du gaspillage et de la mauvaise gestion des richesses du pays au cours des derniers mois, accroît les inquiétudes sur un épuisement voire une disparition rapide des ressources naturelles dans les mers, le sous-sol, les forêts de Madagascar sans compter les problèmes au niveau foncier. La corruption à divers niveaux, l'enrichissement personnel sur les biens publics, la braderie des richesses nationales pour dépanner les caisses vides de l'Etat, sont autant de pratiques déjà présentes dans le passé qui s'aggravent. Les signes de réactions constructives apparaissent dans la parution récente de résultats de différentes études et analyses qui abordent le sujet, notamment sur le pillage du bois de rose et les investissements dans le domaine minier et agricole.

## **Sortie de crise et perspectives pour les citoyens**

Les discussions et négociations sur la recherche de solutions institutionnelles, dont les dates de réalisation effective font partie des débats en cours, ne devraient pas négliger ou masquer la réflexion sur le développement économique du pays à long terme. La presse annonce l'imminence d'une concertation nationale, d'une nouvelle constitution, de la mise en place d'une équipe dirigeante consensuelle. Les citoyens malgaches des villes et des campagnes, soucieux de la protection de l'environnement et d'une bonne gestion pérenne des ressources naturelles nationales, ne pourraient-ils pas saisir ces opportunités pour se concerter, proposer et faire adopter des moyens et méthodes à mettre en œuvre pour une maîtrise plus efficace des ressources ? A l'instar du Kenya qui a approuvé par referendum le 4 août 2010 une nouvelle Constitution contenant plusieurs articles intéressants relatifs à la gestion des terrains publics et aux contrats sur la location des terres ?

Le choix de ces moyens devrait partir d'un bilan sérieux sur les leçons à tirer et les lacunes de l'EITI (Extractive Industries Transparency Initiatives), du PGRM (Projet de Gouvernance des Ressources Minérales), du Bianco (Bureau Indépendant Anti-corruption) et autres, dont le rattachement à un ministère ou à la présidence pourrait être une des expériences à ne pas renouveler. La mise en place d'une structure permanente participative devrait être préparée et décidée : dotée d'un pouvoir plus que consultatif, réunissant les acteurs locaux et citoyens des différentes régions, responsables et techniciens compétents dans divers domaines, elle collaborera avec les dirigeants politiques et économiques, en vue de définir et appliquer les principes à adopter et les mesures à prendre pour gérer la pérennité, la sauvegarde, l'utilisation et l'exploitation des ressources naturelles pour que celles-ci contribuent réellement au développement du pays. Les modes de constitution et de fonctionnement de cette structure, gages de l'atteinte de ses objectifs, s'appuieront sur des critères à définir dans le cadre d'un débat national. Cet article ne fera que quelques suggestions

L'un des principes majeurs devrait être l'exigence d'une transparence sur les informations relatives aux ressources nationales de la part des dirigeants et responsables avant, pendant et après la signature de contrats. Des synthèses sur les ressources disponibles existent, destinées principalement aux investisseurs potentiels. Les citoyens malgaches, aussi bien ceux qui travailleront dans cette structure, que ceux devant qui ils seront responsables, auront le devoir de savoir et le droit de disposer d'informations complètes, facilement accessibles et à jour sur le sujet. Il est inadmissible que la majorité des citoyens malgaches découvrent l'existence d'un minerai dans une région de l'île après la signature d'un contrat d'exploitation de ce minerai avec une société étrangère, lorsque les journalistes en sont informés et publient. L'existence d'une structure indépendante de l'appareil d'Etat mais reconnue légalement et au pouvoir relativement fort, rendant compte devant les citoyens tous les six mois environ, pourrait être une condition indispensable pour mettre un terme à la gabegie habituelle.

## **Mieux connaître les lois malgaches et les utiliser de manière efficace**

Le travail efficace d'une telle structure et des simples citoyens qui réaliseront un suivi contrôle permanent nécessitera une connaissance des lois en vigueur par les divers participants aux discussions et décisions. La mise à disposition du public de toutes les lois existantes sur un site Internet ainsi que la participation à cette structure de juristes compétents et intègres s'avèreront primordiales. Les lois seront présentées, accompagnées de leurs décrets d'application afin de lever tout malentendu et abus : le décret d'application

de la loi 2007-036 sur les investissements portant création de l'EDBM (Economic Development Board of Madagascar), par exemple, n'a jamais été adopté et pourtant cette loi est citée comme référence dans au moins un contrat d'investissement étranger.

La mise en cohérence des lois promulguées auparavant issues des différents ministères sera une étape obligée, l'abrogation ou la modification de certaines lois aux effets douteux comme celle citée plus haut fera l'objet de discussions. La structure pourra préparer de nouvelles lois en vue de leur approbation par une future chambre législative. Cependant l'existence et la connaissance des lois s'avèrent nécessaires mais non suffisantes. Pendant des années, leur respect et application, surtout par des personnalités de la haute sphère, ont posé problème et les contrevenants restent impunis. Ainsi, le décret 2010-142 interdisant les coupes et exportations de bois de rose n'a pas interrompu le trafic. Actuellement, l'octroi de blocs d'exploitation pétrolière se ferait de manière discrète et illicite. Les réflexions et le travail de cette structure l'amèneront à anticiper ce problème et à collaborer avec d'autres entités spécialisées pour avancer ensemble dans le sens d'une justice indépendante et d'un Etat de droit, en vue de traiter sur un même pied d'égalité devant la loi tous les citoyens du pays sans exception.

### **Des contrats transparents et des conditions conformes aux intérêts économiques des Malgaches**

Concernant les contrats relatifs aux exploitations de ressources naturelles, des règles générales concernant leurs termes devraient être décidées dans le cadre de lois obligeant tous les contractants. Et cette structure, épaulée par des spécialistes en fonction du type de dossier, devrait consulter les personnes et populations concernées avant la rédaction de chaque contrat, les associer aux négociations, viser la version finale du contrat et donner son accord avant toute signature. Les avocats d'affaires expérimentés des investisseurs devraient trouver parmi leurs interlocuteurs des personnes qui savent négocier, maîtrisent le sujet, notamment la langue et le jargon du droit des affaires international, et qui défendent de manière efficace les intérêts de la nation malgache. Le détail des termes de chaque contrat devrait être accessible au public pour que tous les citoyens, employés de l'investisseur, élus de la commune du lieu d'implantation, voisins, opérateurs économiques, juristes et évaluateurs les connaissent et sachent qui ont négocié, qui ont signé au nom des Malgaches et à qui s'adresser pour les questions et commentaires,

L'absence d'impact négatif du projet d'investissement sur le plan social et environnemental sera nécessaire pour obtenir un accord mais l'existence d'un bénéfice économique significatif pour le pays sera aussi indispensable. En d'autres termes, les apports consistants dans l'amélioration des revenus et des conditions de vie de la population et pour le développement de l'économie nationale seront des critères non négociables. Actuellement, citer le barrage électrique, la construction de routes, ports et autres infrastructures destinées au projet parmi les bénéfiques pour la population est discutable car ces aspects sont indispensables à la réalisation du projet de l'investisseur lui-même. Le maintien des habitants de l'entourage dans la pauvreté initiale ne leur permettra ni de profiter des routes ni de payer les factures du branchement et de consommation de l'électricité. Habituellement quelques centres de santé et écoles, des emplois de personnel local plus ou moins nombreux et plus ou moins qualifiés, plus ou moins bien rémunérés constituent les autres aspects compensatoires. Ces éléments sont certes utiles mais quelle est leur valeur pour le développement de l'économie nationale qui va perdre des richesses non renouvelables comme les ressources minières ? Leur valeur est en tout cas insignifiante à côté des bénéfiques que les investisseurs vont gagner pendant les nombreuses années d'exploitation pour lesquelles ils ont acquis des droits.

Les compensations financières doivent faire l'objet d'attentions particulières : à qui sont-elles destinées ? Seront-elles utilisées dans des actions à visée durable ? Les structures de contrôle et les procédures de suivi de leur utilisation sont-elles en place ? Leur montant est-il raisonnable ? Un hectare de terrain destiné à la culture du jatropha serait loué 80 centimes d'euro par an à Madagascar. La pratique de tels tarifs dans le cadre de tels investissements relève réellement du principe du « gagnant-perdant », même si les populations locales directement concernées expriment parfois leur satisfaction car cela améliore leurs revenus.

### **Les autres conditions importantes**

Les résultats positifs des actions de cette structure ne pourront être appréciables que - si la décentralisation permet aux habitants des différentes localités d'assumer des responsabilités et de bénéficier de droits et moyens adéquats, - si l'ensemble de l'économie nationale est géré selon une vision et un programme de développement cohérents, - et si un plan national de formation professionnelle et technique coordonné avec le développement économique escompté est mis en place, afin de limiter l'embauche de travailleurs venant d'autres pays, d'accroître le nombre d'emplois locaux et le transfert de savoir-faire dans le cadre des investissements,.

La mise en œuvre immédiate d'un commencement de réflexions et d'actions est vitale pour la survie de nos ressources et de notre économie si nous espérons une meilleure répartition des richesses vers la majorité de la population et aspirons à une réduction de la dépendance vis-à-vis des financements extérieurs et des investissements étrangers dans l'avenir.

Les investissements étrangers et nationaux n'ont pas été distingués car les nationaux devraient faire l'objet de rigueur et de contrôle autant que les étrangers face au pillage et trafic des ressources nationales. Le respect de leurs engagements par les nationaux, notamment par l'Etat et ses dirigeants, figurera parmi les efforts à accomplir. Les investisseurs étrangers, quel que soit leur continent ou pays d'origine, doivent être traités selon une même rigueur face au respect des lois et aux conditions exigées, dans l'intérêt d'une bonne gestion des ressources naturelles et d'un développement économique réel, pour les générations malgaches futures.

Certains pourraient considérer que ces propositions relèvent de l'utopie, mais sans rêve, il n'y a pas de projet, et sans projet, il n'y a pas de développement.

Mamy

Source : [http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=5345:courrier-des-lecteurs-pour-une-meilleure-gouvernance-des-ressources-aturelles--sil-en-reste--apres-la-transition&catid=45:newsflash&Itemid=58](http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=5345:courrier-des-lecteurs-pour-une-meilleure-gouvernance-des-ressources-aturelles--sil-en-reste--apres-la-transition&catid=45:newsflash&Itemid=58)